

Mines

BOA va en Chine pour brader le fer de Belinga

Par Jean Michel Sylvain

Le principal objectif du voyage officiel de BOA en République populaire de Chine est de brader à nouveau aux Chinois le minerai de fer de Belinga. Le chef de la junte espère qu'après la signature d'un nouveau contrat, la partie chinoise déliera la bourse pour lui donner des espèces sonnantes et trébuchantes. Il en a le plus grand besoin pour renflouer le Trésor public urgemment.

C'est une démarche dangereuse aussi bien pour l'économie gabonaise que pour la protection de son environnement. Non pas qu'il ne soit pas bon d'exploiter ce qui est l'un des tous premiers gisements mondiaux de fer. Mais après l'épisode peu glorieux de la Compagnie minière de Belinga (Comibel) qui a coûté au passage près de 20 milliards de FCFA au Trésor public gabonais, on aurait pensé que le Gabon prendrait tout son temps pour concevoir le meilleur schéma possible d'exploitation de cette mine. Il faut bien croire que non. BOA donnant l'impression de vouloir hypothéquer coûte que coûte ce gisement pour financer non pas des investissements pour le pays, mais régler des soucis de fonctionnement. A l'image d'un chef de famille qui irait prendre un crédit à la banque dans le seul dessein d'assurer la popote chez lui. Dans un tel cas de figure, BOA ou ce chef de



famille est prêt à accéder à toutes les exigences de la partie chinoise ou de la banque prêteuse. L'essentiel étant qu'au bout l'un et l'autre rentrent à la maison avec quelques CFA. Tant pis si le montant que lui donnera immédiatement la Chine est très en deçà des montants auxquels pouvait prétendre le Gabon si ce pays ne s'était pas précipité entre les griffes de l'ogre chinois.

La Chine, qui s'est convertie à l'ultralibéralisme économique malgré un système politique dictatorial, applique dans sa relation avec BOA un principe très connu des boursicoteurs. « *Il faut acheter des actions quand le cours est bas et les revendre quand le cours est haut.* » C'est exactement ce qui se ferait avec le gisement de Belinga si cette transaction aboutissait.

La Chine, principal consommateur mondial du fer, a une croissance qui baisse depuis

plusieurs années. La conséquence est que le marché mondial du fer baisse sous l'effet d'une offre très excédentaire. Plusieurs grands sidérurgistes mondiaux remettent à des jours meilleurs de très nombreux investissements. L'offre mondiale de fer étant très excédentaire. En toute logique, la Chine n'a dès lors aucun intérêt à acheter une concession telle que Belinga qui va nécessiter des investissements importants pour amener de l'énergie sur ce site et pour évacuer le minerai de fer à près de 800 km du site de production, au port d'Owendo ou au port en eau profonde à construire à Mayumba. Si la Chine, malgré ce contexte où le fer peut s'acheter presque pour rien sur le marché, signe un contrat avec BOA pour exploiter ce gisement, il faut craindre alors qu'il n'ait en réalité d'autres visées.

Le minerai de fer est toujours associé dans la nature à d'autres

minerais non moins précieux. Si la Chine décide de prendre Belinga dans un contexte où l'offre est en surabondance, c'est qu'elle vient en réalité pour exploiter ces autres minerais et non le fer. BOA étant lui-même un chef de junte commerçant, il est presque sûr que dans un tel schéma, il négociera pour lui-même les royalties sur le produit tiré de ces autres minerais par la partie chinoise. La Chine ne pourra qu'accepter un tel schéma. Dans ses relations d'affaires, la Chine ne soucie pas des questions de droit de l'homme, de gouvernance ou de corruption.

L'autre hypothèse qui pourrait expliquer le retour de la Chine à Belinga, c'est le prix qu'est prêt à accepter BOA pour lui céder cette concession. L'homme est à l'aboie. Il lui faut quelques centaines de milliards de FCFA, pour combler un déficit budgétaire qui va frôler, selon plusieurs analystes, 6% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de cette année. La Chine peut très bien passer un contrat léonin avec BOA qui consisterait à combler ce déficit en échange de la mine. Le montant ainsi dégagé étant 10 000 fois inférieur au potentiel de la mine.

BOA pourra ainsi « réussir » une opération politicienne à visée intérieure. Il fera croire aux Gabonais qu'il a « négocié » la mine aux meilleures conditions. A la différence de ce qu'avait fait son prédécesseur de « père », Omar Bongo

Ondimba. Il viendra dire aux populations ogivines qu'après leur avoir donné un Premier ministre, en la personne du custodien Emmanuel Isoze Ngondet, il va leur offrir des emplois, grâce à l'exploitation de la mine de Belinga. Alors qu'il n'en est rien en réalité.

La partie chinoise, qui va s'engager avec BOA, doit tout de même s'entourer de toutes les précautions, BOA est un

chef de junte en sursis. Sa signature restera toujours contestée, tant que la souveraineté des Gabonais ne sera pas reconnue. Le risque est alors très grand, pour que l'exécutif qui va très bientôt succéder au chef de la junte militaro-putschiste encore au pouvoir au Gabon, remette en cause et sans dommage cet accord léonin que s'appête à signer BOA avec elle.

Conjoncture économique

L'économie gabonaise n'était préparée à faire face à une crise

Par JMS

L'étude au demeurant très documentée et très rigoureuse de Mays Mouissi donne la confirmation par les chiffres que BOA, malgré ses incantations, n'a jamais préparé l'économie gabonaise à affronter des crises. La crise politique actuelle, née du refus du peuple gabonais de se voir dénier sa souveraineté, survient dans un contexte de crise économique globale lié aux chutes historiques des prix du pétrole. Elle ne peut que conduire cette économie à l'abîme. BOA s'est vanté pendant tout son mandat d'avoir initié la diversification de l'économie gabonaise. Le projet « Graine » et la zone économique de Nkok en étaient la matérialisation. Les derniers experts du Fmi qui sont passés au Gabon le mois dernier auraient, à en croire les émergents, « loué ces efforts » qui ont permis au Gabon d'être à l'abri des chocs. Malheureusement comme nous l'avions annoncé, ce concert de louanges n'était que de la poudre aux yeux. Mays Mouissi considère avec raison que «... la diversification économique présentée par M. Ali Bongo Ondimba comme l'axe central de sa politique nationale au cours de son premier septennat n'a produit que peu de résultats. Au contraire, sa stratégie économique, tournée quasi exclusivement vers de nouveaux partenaires au détriment des partenaires historiques, fut contre-productive. En marginalisant ces derniers, lesquels disposent d'une meil-